

Découvrez ce document sur le site Légifrance modernisé en version bêta

Chemin :

<https://beta.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGIARTI000006303131/1994-09-02>

Code général des impôts

- ▶ Livre premier : Assiette et liquidation de l'impôt
 - ▶ Première Partie : Impôts d'État
 - ▶ Titre premier : Impôts directs et taxes assimilées
 - ▶ Chapitre premier : Impôt sur le revenu
 - ▶ Section V : Calcul de l'impôt
 - ▶ II : Impôt sur le revenu

Article 197 B

- ▶ Modifié par Loi n°93-1353 du 30 décembre 1993 - art. 44 JORF 31 décembre 1993

Pour la fraction n'excédant pas la limite supérieure, fixée par l'article 182 A III, des traitements, salaires, pensions et rentes viagères de source française servis à des personnes de nationalité française qui n'ont pas leur domicile fiscal en France, l'imposition établie dans les conditions prévues à l'article 197 A a ne peut excéder la retenue à la source applicable en vertu de l'article 182 A. En outre, cette fraction n'est pas prise en compte pour le calcul de l'impôt sur le revenu établi en vertu de l'article 197 A a et la retenue à laquelle elle a donné lieu n'est pas imputable. Toutefois, le contribuable peut demander le remboursement de l'excédent de retenue à la source opérée lorsque la totalité de cette retenue excède le montant de l'impôt qui résulterait de l'application des dispositions du a de l'article 197 A à la totalité de la rémunération.

En cas de pluralité de débiteurs, la situation du contribuable est, s'il y a lieu, régularisée par voie de rôle.

Liens relatifs à cet article

Cite:

Code général des impôts, CGI. - art. 182 A (V)
Code général des impôts, CGI. - art. 197 A (V)

Cité par:

Code général des impôts, CGI. - art. 182 A bis (VD)